

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° ____/DC/MINJEC/CIPM/2025 DU _____

POUR LE SERVICE EXTERIEUR DE GARDIENNAGE DES BATIMENTS DES SERVICES
CENTRAUX DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

FINANCEMENT : BF MINJEC, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59 26 147 05 39 00 00 361400

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement de travail de son personnel, le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique lance un Avis de Demande de Cotation pour le service extérieur de gardiennage des bâtiments des Services Centraux du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique.

2. Consistance des prestations

Les prestations de la présente Demande de Cotation consistent en : service extérieur de gardiennage des bâtiments des Services Centraux du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, conformément au Descriptif de la prestation, sa mise en service et sa réception. Il s'agit :

- Lot 1 : le site du bâtiment siège des Services Centraux du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique et l'Annexe A situé au Centre Administratif de Yaoundé, du Projet d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), Projet d'Insertion des Jeunes à travers la Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS) situé derrière le Musée National ;
- Lot 2 : le site abritant le bâtiment Annexe B du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique situé à Nlongkak et de l'Observatoire National de la Jeunesse au quartier Madagascar et la résidence du Secrétaire Général du MINJEC.

3. Participation et origine

La participation à cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations, objet de la présente Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget de Fonctionnement, Exercice 2025 du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, imputation n° : 59 26 147 05 39 00 00 361400

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de demande de cotation peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70, et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70, dès publication du présent avis, contre versement des sommes ci-après non remboursable et payable au Trésor Public *pour les Administrations publiques et dans le Compte spécial CAS- ARMP pour les autres Maîtres d'Ouvrage, sauf dérogation expresse* :

- Lot n°1 : vingt mille (20 000) F CFA ;
- Lot n°2 : quinze mille (15 000) F CFA ;

La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de Demande de Cotation.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des estimations est de trente-cinq millions quatre cent soixante-seize mille trois cent quinze virgule sept (35 476 315,7) F CFA TTC. Soit Vingt-trois millions cent quatre Vingt seize mille cinquante-deux virgule six (23 196 052,6) F CFA pour le lot n°1, douze millions deux cent quatre-vingt mille deux cent soixante-trois virgule un (12 280 263,1) F CFA pour le lot n°2.

9. Cautionnement de soumission

Le montant de la caution de soumission des différents lots est le suivant : lot n°1 : quatre cent soixante-trois mille neuf cent vingt un virgule cinquante-deux (463 921,052) F CFA ; Lot n°2 : deux cent quarante-cinq mille six cent cinq virgule deux cent soixante-deux (245 605,262) F CFA.

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquittée à la main, timbrée et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce V du DC. Le montant des cautions est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission à l'ouverture, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : la caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC), son absence entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. Remise des Cotations

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le _____ à 13 heures précises, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° _____/DC/MINJEC/CIPM/2025 DU _____ POUR LE SERVICE EXTERIEUR DE GARDIENNAGE DES BATIMENTS DES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

11. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
 - 15 Mo pour l'Offre Technique ;
 - 5 Mo pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
 - JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres technique et financière aura lieu le _____ à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, sise au rez-de-jardin, Porte 010 de l'Immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Recevabilité des Cotations

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non- respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est

irrecevable. Notamment L'absence de caution de soumission à l'ouverture timbrée et acquittée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Critères d'évaluation

14.1- Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- de l'absence du cautionnement de soumission timbré et acquitté à l'ouverture des plis, accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) ;
- des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- du non-respect de 6 des 8 critères essentiels ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- de la non-conformité du mode de soumission ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;
- Absence de l'un des matériels de travail ci-après :
 - un (01) véhicule de patrouille
 - quatre (04) talkies-walkies.
- de l'absence de la copie de sauvegarde de la soumission au moment du dépôt;
- non-respect du format des fichiers.

14.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le calendrier d'exécution ;
- la capacité financière d'au moins 80% du montant du marché ;
- le personnel clé ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie, organisation et respect des normes d'hygiène ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché.

15. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de neuf (09) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

16. Tranches/Allotissement

Les prestations sont réparties en deux lots ainsi qu'il suit :

- Lot 1 : le site du bâtiment siège des Services Centraux du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique et l'Annexe A situé au Centre Administratif de Yaoundé, du Projet d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), Projet d'Insertion des Jeunes à travers la Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS) situé derrière le Musée National .
- Lot 2 : le site abritant le bâtiment Annexe B du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique situé à Nlongkak et de l'Observatoire National de la Jeunesse au quartier Madagascar et la résidence du Secrétaire Général du MINJEC.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la Lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés Publics du MINJEC, rez-de-jardin de l'Immeuble abritant les services du MINJEC, au Centre Administratif, à Yaoundé, Porte 009, Tél. 222 20 35 70, ou écrire à l'adresse sm_minjec2020@gmail.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

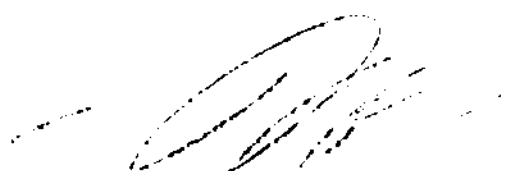
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517. l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le _____

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
MAITRE D'OUVRAGE,**

AMPLIATIONS :

- MINMAP (ATCR) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- Président CPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage).



MINISTERE DE JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND
CIVIC EDUCATION

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

INTERNAL TENDERS BOARD

TENDER NOTICE
FOR THE EXTERNAL SECURITY SERVICE AT THE CENTRAL SERVICES OF THE
MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION

Financing: BF MINJEC, EXERCICE 2025

Budgetary line: 59 26 147 05 39 00 00 361400

1. Subject of the Request for Quotation

Within the framework of improving the security and working conditions of his personnel, the Minister of Youth Affairs and Civic Education issues an invitation to tender for external security service at the Central Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education.

2. Nature of services

The supplies, subject of this invitation to tender include the ordinary maintenance of buildings of the Central Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, according to the description of the supply, transportation, handling, its putting in to service and reception as follow:

- lot 1: the site hosting the Head Quarters of the Central Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education and the Annex A building situated at the Administrative Center of Yaounde, the site hosting the services of PAJER-U, PIFMAS, situated behind the National Meseum;
- lot 2: the site hosting the Central Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education situated at Nlongkak Annex B, the National Youth Observatory at Madagascar as well as the residence of the Secretary General of MINJEC.

3. Participation and origin

Participation in this consultation is open to service providers based in Cameroon with justified technical and financial capacities permitting them to carry out the supplies, subject of the present consultation.

4. Financing

Supplies which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the Functioning Budget of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, fiscal year 2025, Budgetary line; 59 26 147 05 39 00 00 361400.

5. Submission method

The submission method selected for this consultation is online.

6. Consultation of the Request for Quotation File

The tender file may be consulted during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, main building, located at Administrative center, Yaounde, ground floor, Door n° 09, Tel. 222 20 35 70, and the electronic version on the platform COLEPS available at addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as from the date of the publication of this notice.

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The file can be obtained during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, main building, located at the Administrative center, Yaounde, Door n°09, Tel. 222 20 35 70, as from the publication of this notice upon payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of:

- lot n°1 twenty thousand (20 000) F CFA.
- lot n°2 fifteen thousand (15 000) F CFA.

It is also possible to obtain the tender File by free download on the COLEPS platform available at the above addresses for the electronic version. However, online submission is subject to the payment of purchase costs of the tender File.

incompliance with the regulation in force payable at the Public Treasury for Public Administrations and in the Special Account CAS- ARMP.

8. Estimated cost

The estimated cost of this project is thirty-five million four hundred and seventy-six thousand three hundred and fifteen point seven (35 476 315,7) F CFA including tax repartitioned as thus.

- twenty-three million one hundred and ninety-six thousand fifty-two point two (23 196 052,6) F CFA for lot n°1,
- twelve million two hundred and eighty thousand two hundred and sixty-three point one (12 280 263,1) F CFA for lot n°2.

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of :

- lot n°1: four hundred and sixty-three thousand nine hundred and twenty-one point zero fifty-two (463 921,052) F CFA.
- lot n°2: two hundred and forty-five thousand six hundred and five point two hundred and sixty-two (245 605,262) F CFA;

and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10-Submission of Quotations

the tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than _____ at 13 pm local time. A backup copy of the offer saved on USB Flash must be send in a sealed envelope with the clear and readable indication « backup copy», in addition to the above mentioned within the limit time.

TENDER NOTICE

**FOR THE REQUEST FOR QUOTATION N° _____ / DC/MINJEC/CIPM/2025 OF _____
FOR THE EXTERNAL SECURITY SERVICE AT THE CENTRAL SERVICES OF THE
MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION**

“To be opened only during the bid-opening session”.

11. File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents that will pass on the platform and constituting the tender's offer are as follow:

- 5 Mo for the administrative tender;
- 15 Mo for technical tender ;
- 5 Mo for financial tender.

The accepted formats are the following:

- Format PDF for the documents;
- JPEG for images.

The candidate Will take care to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

12- Opening of bids

Bids shall be opened at the same time.

The opening of the administrative, technical and financial documents will take place on the _____ at 2: 00 p.m. by the Internal Tenders Board of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, in their meeting room at the ground floor of the main office building, Door n°010, Administrative center/ Yaounde.

Only bidders can attend the opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice with full knowledge of the file.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

13-Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer.
- Bids submitted after the closing date and time for submission

- Bids non-compliant with the bidding mode.
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender.
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14-Evaluation criteria

14.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- Absence of a paid and stamped bid bond at the opening of bids, accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC;
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with at least 6 essential criteria over 8;
- Failure to produce the required samples at the opening of bids; if applicable
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- absence of an element of the financial offer (submission, BPU DQE)
- non compliance with submission model;
- absence of a signed integrity charter;
- absence of commitment statement to comply with environmental and social clauses.
- absence of the following material:
 - one (01) patrol car ;
 - four (04) talkies-walkies.
- absence of a backup copy of the bid during the submission;
- failure to comply with file format.

14.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus on:

- the presentation of bid;
- the bidder's references;
- the delivery schedule (planning and schedule for the execution of ancillary services);
- Financial capacity;
- qualified and experience personnel;
- Logistic means;

- Methodology, organisation and the respect of hygienic norms;
- proof of acceptance of the contract conditions.

15 Estimated execution period

The maximum time frame provided for by Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is nine (09) months. This time frame shall run from the date of notification of the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education.

16 - Tranches/Allotment

The services are grouped into two lots as follow:

- lot 1: the site hosting the Head Quarters of the Central Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education and the Annex A building situated at the Administrative Center of Yaounde, the site hosting the services of PAJER-U, PIFMAS, situated behind the National Museum;
- lot 2: the site hosting the Central Services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education situated at Nlongkak Annex B, the National Youth Observatory at Madagascar as well as the residence of the Secretary General of MINJEC.

17 -Award

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

18 Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during 90 (ninety) days from the deadline set for the submission of Quotations.

19 Additional information

Further Information can be obtained during working hours at the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education located on the ground floor (Door 009) of its main building situated at Yaounde Administrative center neighborhood. Tel 222 20 35 70, or online on the platform COLEPS to the addresses :<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20 Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the -----

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- MINJEC
- Contracts Office
- President CIPM/MINJEC
- Billposting

THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS
AND CIVIC EDUCATION
Project Owner

